

# SOLIDARITÉ



**FOCUS**

**Climat : une transition  
équitable urgente**



**SUISSE**  
**SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



**Felix Gnehm**  
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,  
CHER LECTEUR,**

Dans 30 ans, nous vivrons dans un autre monde, car le changement climatique nous contraint à abandonner le pétrole. Ce numéro indique la voie à suivre plutôt que de s'en tenir à la question de savoir « si ça ira ». D'inspiration syndicale, le concept de « Just Transition » désigne la transition équitable vers une société respectueuse du climat. Il pose d'immenses défis, en particulier aux sociétés des pays du Sud, déjà durement touchées sur le plan social, économique et climatique. Celles-ci émettent des gaz à effet de serre, bien souvent pour la production et le transport de nos biens de consommation. Les champs de canne à sucre en Bolivie, les gigantesques usines textiles au Cambodge, les camions au Pakistan ou les porte-conteneurs naviguant dans les eaux du monde entier participent au réchauffement climatique. Les places de travail liées à ces activités sont sous pression. Les femmes et les hommes concerné-e-s doivent acquérir de nouvelles compétences, se reconverter, postuler à de nouveaux emplois.

La conversion de millions d'emplois nuisibles au climat en emplois d'avenir ne pourra pas se faire sans impliquer les travailleur-euse-s, et donc les syndicats. Solidar Suisse soutient les syndicats et les mouvements sociaux en Asie, en Afrique et en Amérique latine afin qu'ils puissent s'impliquer dans cette transition. Et nous nous engageons avec notre réseau SOLIDAR dans l'alliance « Just Transition ». Nous associons les défis écologiques et sociaux pour que le processus de transition vers une économie verte soit socialement acceptable. Nous devons réunir une masse critique de travailleur-euse-s autour de l'urgence que représente la justice sociale, économique et écologique.

**Felix Gnehm**

# SOMMAIRE

04



## Focus – Transition équitable

- 04 Lutter contre la crise climatique et les inégalités extrêmes grâce à la transition équitable
- 07 Qu'est-ce qu'une transition équitable pour nos partenaires des pays du Sud ?
- 08 Asie : les syndicats doivent jouer un rôle clé dans la mise en place d'une économie respectueuse du climat
- 10 Les paysan-ne-s des pays du Sud contribuent largement à une agriculture respectueuse du climat
- 12 Johanna Jacobi, professeure d'agroécologie : «Le système alimentaire mondial doit changer»

## 13 Un œil sur

Stop Black Friday – campagne réussie contre les inégalités extrêmes et la surconsommation

Vaccins anti-coronavirus : suspendre les brevets et partager les technologies

## 15 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

## 16 Le défi

Zishan Ahmad, le nouveau responsable du bureau de coordination de Solidar au Pakistan, entend vaincre la pauvreté

## 19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

13



16



17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Stop Black Friday

# FOCUS - TRANSITION ÉQUITABLE





*Membres d'une coopérative de femmes mauritanienne en train de nettoyer un panneau solaire. L'électricité alimente un forage qui fournit de l'eau aux cultures maraîchères.*

Il ne peut y avoir qu'une réponse simultanée aux inégalités croissantes, à la crise climatique et au recul de la démocratie, les trois plus grands défis de notre époque qui s'aggravent mutuellement : il faut un changement écologique et socialement équitable, une « Just Transition ».

## **UNE TRANSITION ÉQUITABLE AU LIEU D'UNE CATASTROPHE CLIMATIQUE**

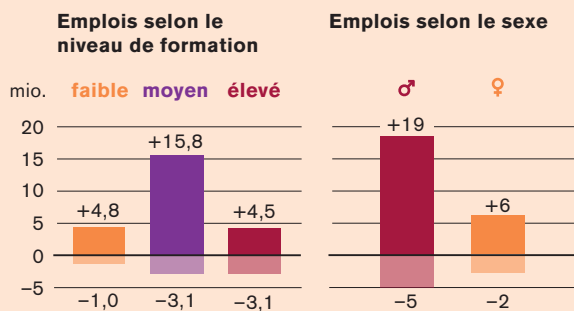
*Texte : Klaus Thieme, responsable des programmes internationaux, photo : Raphael Pouget/Climate Visuals Countdown, graphisme : art.l.schock*

Aujourd'hui déjà, la crise climatique affecte profondément les moyens de subsistance des pauvres, des malades et des exclu·e·s dans les pays du Sud. Les femmes et les enfants sont particulièrement touché·e·s.

C'est pourquoi Solidar Suisse s'engage dans le monde entier en faveur d'une économie équitable offrant des conditions de travail dignes et des moyens d'existence durables. Nous renforçons les organisations de la société civile afin de promouvoir la démocratie, l'équité et l'inclusivité.

La construction de communautés résilientes passe également par la sécurité alimentaire et la protection contre les catastrophes. Nous poursuivons ces objectifs avec nos organisations partenaires locales, les syndicats, les ONG et les mouvements sociaux. Pour y parvenir, nous associons l'agenda social et l'agenda écologique selon une approche connue dans le monde entier sous le nom de « Just Transition » : seule une transformation

## La transition énergétique crée des emplois



Nombre de places de travail créées ou supprimées dans un scénario de durabilité énergétique jusqu'en 2030, selon le niveau de formation (à gauche) et le sexe (à droite).

écologique socialement équitable conduira à un monde durable et démocratique. Afin d'augmenter la pression sur les gouvernements européens, nous avons fondé à l'automne 2020, en collaboration avec le réseau SOLIDAR, l'European Alliance for Just Transition (cf. p. 7). Cette dernière regroupe les partis de la mouvance verte et socialdémocratique, des syndicats et des organisations environnementales. En effet, les pollueur-euse-s doivent d'une part réduire leurs émissions et d'autre part indemniser et équiper les personnes concernées face aux dommages causés par le changement climatique.

### Conversion urgente

Les catastrophes liées à la crise climatique se multiplient dans le monde entier. En Afrique de l'Est et

dans la région du Sahel, les sécheresses menacent des centaines de millions de personnes, tandis qu'en Afrique subsaharienne de manière générale, les saisons sèches plus longues et plus chaudes alternent avec des tempêtes de fortes pluies qui emportent les terres arables. Le manque d'eau dû au recul des glaciers dans les Andes et l'Himalaya affecte de plus en plus de personnes. Et des centaines de millions d'autres doivent se déplacer vers des zones plus élevées en raison de l'élévation du niveau de la mer, perdant leur logement. Le changement n'a pas seulement des répercussions dramatiques sur les conditions de vie des habitant-e-s des régions (sub-)tropicales avec leurs écosystèmes vulnérables ; nous le sentons aussi « chez nous », dans les zones européennes au climat plus tempéré. Même en Suisse, l'économie agricole et forestière doit s'adapter aux étés plus secs et aux hivers plus doux.

### Hypocrisie populiste

En Europe, les populistes de droite alimentent la polémique contre la protection du climat, de concert avec le lobby économique. Selon eux, celle-ci est planifiée et dirigée contre la population tout en étant hostile à l'économie. Ils attisent avec succès les craintes des locataires, des pendulaires et des touristes face à la hausse des loyers, du prix de l'essence et du billet d'avion, sans oublier les denrées alimentaires, en particulier la viande. Ils brandissent en outre la menace d'une désindustrialisation et d'un chômage massif. La protection du climat serait trop chère pour les couches plus pauvres de la population. Cette solidarité avec les

## Impacts du changement climatique

Des phénomènes météorologiques extrêmes anéantissent emplois et moyens de subsistance. Leur force et leur fréquence augmenteront si nous n'abaïssons pas nos émissions de CO<sub>2</sub> de 55 %.

Chaque année, 20 millions de réfugié-e-s climatiques fuient suite aux catastrophes naturelles ou à la perte de leurs moyens de subsistance.

Les glaciers ont d'ores et déjà reculé de 22 % et ils continueront à perdre de la masse durant des décennies, même si la température globale se stabilise.

Le niveau des mers augmentera de 6 mètres et restera à cette hauteur pendant des siècles.

Avec un réchauffement de 1,5 °C, 30 000 personnes environ meurent chaque année rien qu'en Europe à cause de la chaleur.



personnes défavorisées n'est que pure hypocrisie. Le lobby économique se soucie de son propre profit, pas de la solidarité. Sous couvert d'arguments soi-disant sociaux, son seul objectif est de maintenir ses privilèges, ses subventions publiques, ses richesses.

### Des emplois verts

Le changement climatique est une réalité et nous devons modifier nos modes de production et de consommation si nous ne voulons pas anéantir l'écosystème. Si cette transformation a un coût, ne rien faire nous coûtera bien plus cher, à savoir les moyens de subsistance de milliards de personnes. Les populistes de droite cherchent à détourner notre attention du fait qu'une transition équitable est possible : cela implique de taxer les responsables des émissions carbone, supprimer les subventions aux activités qui nuisent au climat tout en récompensant la protection de l'environnement, indemniser les personnes touchées et garantir une solution à celles affectées par la conversion de l'économie. Une transition équitable signifie que tous les emplois doivent devenir verts, et pas seulement dans les secteurs des nouvelles technologies. De nouveaux postes seront créés, et des postes existants seront modifiés ou perdus (voir graphique). C'est pourquoi des mesures et des mécanismes de protection sociale sont nécessaires pour nous adapter aux nouvelles exigences des marchés verts, afin que ce processus ne laisse personne de côté. Et ce dernier doit donner la priorité aux femmes, qui sont le plus touchées par le réchauffement climatique.

### Transition équitable : juste, démocratique, solidaire

L'évolution vers un mode de vie et une économie durables implique un profond changement de paradigme qui ne va pas sans redistribution et renoncement. Pour y parvenir, nous devons agir ensemble et faire pression, dans la rue, au travail et en politique, au Nord comme au Sud. La démocratie, la participation et la prise en compte des intérêts de tous les groupes sociaux favorisent la justice sociale et empêchent les inégalités extrêmes. Des mesures climatiques démocratiques peuvent apporter une solution aux nombreuses crises auxquelles nous sommes confronté·e·s aujourd'hui. Nous pouvons repenser nos économies pour les rendre plus égalitaires, inclusives, transparentes, démocratiques, diversifiées, féministes, collaboratives, circulaires et durables. Nous obtiendrons ce faisant des emplois de qualité dignes et durables, et en créerons de nouveaux, ce qui préviendra la destruction de nos moyens de subsistance. Pour améliorer concrètement la situation des travailleur·euse·s, il est impératif de renforcer les syndicats de manière à leur permettre de réagir aux changements. Découvrez en page 8 comment Solidar Suisse s'y prend en Asie. Le changement climatique menace aussi les petit·e·s paysan·ne·s, qui font partie de la solution en nourrissant la majorité de la population mondiale grâce à leur mode de production à faibles émissions de carbone. Nous les soutenons à travers le développement de méthodes adaptées (voir p. 10). Vous découvrirez en page 12 les transformations urgentes et nécessaires du système alimentaire, responsable de plus de 30 % des émissions nocives pour le climat.

## **PAS AUX FRAIS DES TRAVAILLEUR·EUSE·S**

Qu'est-ce qu'un changement équitable pour nos partenaires du Sud ? Quelles sont leurs attentes à l'égard de leurs allié·e·s du Nord ? Le réseau européen SOLIDAR apporte une réponse à cette question.

*Texte : Cajsa Unnbom, consultante pour le climat et l'environnement auprès du Olof Palme International Center*

Les partenaires du réseau SOLIDAR aux Philippines et en Afrique du Sud soulignent que la définition que le Nord donne à la transition équitable ne convient pas à leur pays. La vision idéale d'un État qui investit dans un grand nombre d'emplois verts et équitables n'est pas réaliste dans leur contexte.

Outre le défi de transformer des industries destructrices en une production verte en un temps record, les pays du Sud sont confrontés à des inégalités extrêmes, héritage séculaire d'exploitation coloniale, de pauvreté généralisée, de chômage élevé, de corruption et d'une marge de manœuvre réduite de la

société civile, sans oublier la crise climatique, dont ils sont les premières victimes.

### Gestion globale

Les syndicats exigent que tous les emplois soient verts et équitables et que les travailleur·euse·s aient leur mot à dire dans la transformation de leur secteur, car ce n'est pas à elles et à eux de payer pour l'abandon des industries polluantes. Nous ne pouvons pas nous contenter de convertir des emplois en de nouveaux, plus verts. Une transition équitable doit améliorer les conditions de la majorité des travailleur·euse·s, occupé·e·s de manière informelle et non syndiqué·e·s. Comme l'affirme un membre de la société civile en Afrique du Sud, « Sans la promotion d'une transition équitable et de l'énergie comme bien public, une autre forme de capitalisme surgira et exploitera les travailleur·euse·s. » L'accès

aux droits humains pour tou-te-s est prioritaire : eau potable, logement digne, installations sanitaires, formation, énergie et soins de santé. Le changement ne peut pas se résumer à une simple réduction des émissions : il doit aussi et surtout donner aux sociétés les moyens de faire face aux effets du changement climatique et laisser aux communautés locales le choix de leurs actions.

### Force de frappe concentrée

La nécessaire transition vers une production durable sans combustibles fossiles va complètement bouleverser les chaînes de production mondiales. Des pays comme l'Afrique du Sud ne sont pas en mesure de proposer des licenciements temporaires en promettant des emplois verts après le renouveau industriel. Là-bas, la perte des places de travail conduit à la famine. Même les syndicats doivent modifier leur façon de travailler pour intégrer les travailleur·euse·s marginalisé·e·s, pour investir dans des secteurs verts et pour conclure des alliances stratégiques avec des organisations de la société civile, des partis progressistes et des mouvements sociaux. C'est pourquoi le réseau SOLIDAR encourage le dialogue Sud-Sud et l'établissement de réseaux nationaux. Nous cheminons ensemble en apprenant les un·e·s des autres et en développant nos activités. L'alliance de divers mouvements et luttes donne à la transition équitable le potentiel de rassembler une masse critique derrière la revendication urgente de justice sociale, économique et écologique.



### Réseau SOLIDAR

Le réseau SOLIDAR, dont Solidar Suisse est membre, réunit plus de 50 organisations réparties sur 26 pays, qui sont traditionnellement alliées avec les mouvements de travailleur·euse·s, les syndicats et la socialdémocratie. Celles-ci partagent la vision d'une justice sociale et économique.

## RÔLE CLÉ DES SYNDICATS

Pour que le changement vers une économie verte se fasse de manière équitable, les syndicats doivent être impliqués. Or, ces derniers sont souvent exclus, comme le montre l'exemple de OSHE, organisation partenaire de Solidar.

*Texte : Repon Chowdhury, responsable de la Bangladesh Occupational Safety, Health and Environment Foundation OSHE, photo : Afghani/Bangladesh Red Crescent*

Les sécheresses, les vagues de chaleur, les fortes pluies et la multiplication des cyclones affectent lourdement les emplois, en particulier dans les secteurs informel et temporaire et ceux de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme et des transports, tributaires des ressources naturelles. Les travailleur·euse·s n'ayant qu'une faible capacité d'adaptation faute de

revenus alternatifs et d'assurances sociales ou qui dépendent fortement de l'offre en eau et en denrées alimentaires sont particulièrement exposé·e·s, surtout les femmes, qui ont moins de possibilités de rebondir que les hommes en raison des inégalités de genre. Ainsi, le stress dû à la chaleur entraîne une baisse de la productivité, les revenus diminuent et



*Deux femmes au Bangladesh pataugent dans l'eau pour quitter leurs maisons touchées par les graves inondations de juin 2020.*

les travailleur-euse-s sont tôt ou tard contraint-e-s de migrer. Certain-e-s perdent leur travail ou leur logement en raison des catastrophes naturelles passées ou imminentes. Selon la Banque mondiale, dans les seuls États côtiers comme le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka, plus de 700 millions de personnes, soit près de la moitié de la population d'Asie du Sud, ont été frappées par au moins une catastrophe climatique au cours de la dernière décennie.

### **L'accord de Paris sur le climat appelle à une transition équitable**

L'évolution vers une économie à faibles émissions de carbone peut entraîner la fermeture d'usines, restreindre les récoltes ou compliquer l'approvisionnement en biens de première nécessité. Pour accomplir la transition vers un développement durable, les pays d'Asie devront modifier leur politique économique et sociale. L'accord de Paris sur le climat de 2015 stipule explicitement que cela doit se faire selon « les impératifs d'une transition juste pour la population active et la création d'emplois décents et de qualité, conformément aux priorités de développement définies au niveau national ».

### **Promesses vides à la COP 26**

En novembre dernier, les syndicats ont participé à la 26<sup>e</sup> Conférence de l'ONU sur le climat en Écosse et ont demandé des décisions claires sur le financement de l'adaptation au changement climatique dans les pays du Sud, la mise en œuvre d'un changement équitable et l'intégration d'emplois compatibles avec le climat dans les contributions à la lutte contre le changement climatique déterminées au niveau national (NDC). Or, bien que la Conférence

sur le climat ait une fois de plus mis en évidence l'ampleur de la crise climatique, nous n'avons obtenu que des promesses vides. Les engagements pris par les dirigeant-e-s du monde entier ne suffisent pas à limiter la hausse des températures à 1,5 degré et ne sont pas accompagnés de mesures politiques efficaces. Cela ne permettra pas de rompre avec les modèles de production et de consommation dominants en faveur de la transition vers une économie à zéro émission.

### **Bangladesh : les syndicats mis à l'écart**

Au Bangladesh, les syndicats n'ont pas été consultés lors de la formulation des NDC, qui concernent tous les secteurs industriels. Celles-ci ne font aucune mention des exigences d'un changement équitable, pas plus que de la nécessaire contribution du ministère du Travail, des organisations patronales et des syndicats. Ces derniers s'étaient pourtant fortement engagés, avec l'organisation partenaire de Solidar, l'OSHE, pour l'intégration de l'agenda Just Transition. Nous avons mené une campagne nationale pour un « travail adapté au climat » et mis sur pied un séminaire en ligne avec l'organisation patronale nationale. Ce faisant, nous entendions améliorer le dialogue social et soutenir l'engagement des syndicats en faveur de la justice pour les travailleur-euse-s vulnérables au climat. En effet, les syndicats jouent un rôle clé pour garantir des conditions de travail dignes lors des changements structurels nécessaires à une économie à faibles émissions. Sans investissement dans les emplois, dans un changement équitable et dans la protection sociale pour toutes et tous, la vulnérabilité des travailleur-euse-s affecté-e-s par le changement climatique continuera d'augmenter.

## UN TOURNANT VERT SOCIALEMENT ACCEPTABLE

Les petit·e·s paysan·ne·s du Sud contribuent largement à une production respectueuse du climat tout en étant fortement affecté·e·s par les effets du changement climatique. Au Salvador et au Burkina Faso, Solidar les soutient grâce à l'agroécologie.

*Texte : Serafina Häfeli, collaboratrice Programmes au Burkina Faso, et Monika Hess, responsable Programmes en Amérique centrale, photos : Fred Ramos/Fairpicture et Andreas Schwaiger*



*Xenia Guerra dans la ferme familiale au Salvador où elle élève des poulets.*

Plus de 20 millions d'habitant·e·s du Burkina Faso ne mangent pas toujours à leur faim et un quart des enfants souffre de malnutrition chronique. Dans ce pays aride, l'agriculture est en outre affectée par le changement climatique, avec des précipitations plus faibles, des saisons des pluies plus courtes

et des températures en hausse, ce qui met en péril l'existence de la population, majoritairement jeune et active dans la petite paysannerie. Le nombre croissant de personnes déplacées en raison de l'augmentation de la violence dans le Nord du pays contribue également à l'insécurité alimentaire.

### **Le bokashi à la place des pesticides**

Pour rendre à nouveau fertiles les terres desséchées et augmenter durablement leur production, Solidar Suisse enseigne des méthodes agroécologiques aux petit·e·s paysan·ne·s du Burkina Faso. Ils et elles apprennent à fabriquer du compost naturel appelé bokashi et à l'utiliser à la place des pesticides, coûteux et toxiques. « Les perfectionnements ont changé mon attitude et donné un coup de pouce à ma production », raconte Boukaré Kaboré, de la coopérative Malgzindo, établie à une bonne centaine de kilomètres à l'est de la capitale Ouagadougou. « Avant, nous ne produisions du compost que pour nos champs, mais maintenant sa vente améliore



### **Votre don est utile**

Au Burkina Faso, avec 50 francs, vous favorisez la plantation de 50 arbres à haute valeur nutritive comme le baobab ou le moringa. Avec un don de 70 francs, deux producteur·trice·s peuvent apprendre à cultiver le riz tout en recevant les semences et l'engrais nécessaires pour le produire en toute indépendance. Pour 185 francs, un·e petit·e paysan·ne reçoit une formation en gestion du bétail et des animaux pour démarrer son propre élevage.

encore nos conditions de vie. En outre, nous collaborons plus étroitement grâce au projet.» Et ce avec des conséquences tangibles : il existe maintenant des initiatives locales de solidarité visant à soutenir les plus vulnérables avec des denrées alimentaires.

---

## « Maintenant, je subviens à mes besoins et je contribue au revenu de la famille »

---

Les paysan·ne·s donnent des céréales qui sont stockées et redistribuées aux plus démun·e·s en période de pénurie. Des communautés ont également mis en place des méthodes de financement interne qui leur permettent de mieux se prémunir contre les crises, indépendamment de tout soutien. Les méthodes traditionnelles qui aident à stocker l'eau sont également utilisées. Grâce à leur mode de production écologique, les petit·e·s paysan·ne·s rendent les sols dégradés à nouveau fertiles tout en étant équip·e·s pour faire face au changement climatique. Ce faisant, ils et elles contribuent considérablement à une agriculture durable et à un changement équitable.

### La production diversifiée prévient les catastrophes

En Amérique centrale également, la faim a fortement augmenté en raison du changement climatique, des ouragans et de la crise du COVID. Au seul Salvador, elle affecte gravement près d'un million de personnes, soit environ 14 % de la population. Les conséquences en sont une sous-alimentation des enfants, la migration et la dépendance à l'aide humanitaire d'un nombre croissant de personnes. Là aussi, Solidar Suisse forme les petit·e·s paysan·ne·s, qui souffrent déjà énormément du réchauffement climatique, aux méthodes agroécologiques. Notre organisation partenaire CORDES les aide à adapter leurs fermes aux conditions climatiques, notamment aux sécheresses, et à diversifier leurs cultures et leurs sources de revenus, ce qui empêche l'effondrement de la production en cas de catastrophe climatique. Des variétés adaptées améliorent la récolte, tandis que la vente sur les marchés évite les longs trajets et soutient l'économie locale.

### Perspectives pour les jeunes

Les jeunes et les femmes, en particulier, bénéficient de conseils et d'aides au démarrage pour mettre en



*Deux agricultrices au Burkina Faso cultivent leurs champs arides.*

œuvre des projets générateurs de revenus dans leur ferme. Avec quelques centaines de francs, 90 % des participant·e·s ont ainsi réussi à se constituer un revenu suffisant. Parmi elles et eux, Xenia Guerra : « Maintenant, ma production subvient à mes besoins et contribue au revenu de la famille. »



### Agroécologie : respectueuse du climat et sociale

L'agroécologie est une méthode qui permet aux petit·e·s paysan·ne·s de s'adapter aux effets du changement climatique tout en les neutralisant : elle augmente leur production pour leurs enfants et le marché local, même dans des conditions climatiques fortement modifiées. Grâce aux variétés locales, ils et elles peuvent travailler indépendamment des grands groupes agricoles et sans pesticides, tout en favorisant la biodiversité et en utilisant moins de terres, et ce, avec la même productivité que les grandes monocultures. La diversification des cultures accroît leur résistance face aux crises et aux catastrophes naturelles. Comme ils et elles possèdent les moyens de production, l'agroécologie réduit les inégalités et soutient considérablement le système alimentaire.



Photo : DR

## « IL FAUT DÉMOCRATISER LE SYSTÈME ALIMENTAIRE »

Johanna Jacobi, professeure de transition agroécologique à l'EPF de Zurich, explique comment l'agriculture et l'alimentation doivent changer de manière équitable.

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité

### Que signifie pour vous une transition équitable ?

Une transition fondamentale, socialement juste, à l'échelle de la société, vers une économie respectueuse de l'environnement. Les personnes touchées par le changement climatique sans en être responsables doivent être prises en compte, tout comme celles et ceux qui n'ont pas directement voix au chapitre : les générations futures, les plantes et les animaux.

### Au moins 30 % des émissions nocives sont causées par la production alimentaire. Quels changements faut-il apporter au système alimentaire mondial ?

Le problème fondamental réside dans la répartition extrêmement inégale du pouvoir : quatre multinationales contrôlent le marché mondial des semences. L'empire alimentaire de Nestlé, Danone et autres décide de la production, du transport et de ce qui est consommé dans le monde entier.

En Suisse, l'offre se partage entre deux grands distributeurs. Les denrées alimentaires n'affluent pas tant là où on a faim que là où se trouve le pouvoir d'achat. En tant que consommateur-trice-s, nous n'avons guère d'influence sur ces processus. Il faut démocratiser l'économie, car aujourd'hui les multinationales se soustraient au contrôle démocratique. Nous devons nous battre pour des conditions cadres politiques adéquates tout en mettant en place des alternatives, comme la vente directe et l'économie solidaire.

### Est-ce réaliste ?

Il faut un engagement clair de la part du monde politique, du secteur privé et de la société civile. Il ne se passera rien tant que la science raisonnera en termes de solutions partielles technocratiques au lieu de s'attaquer au problème de base. Nous nous accrochons à un système purement capitaliste, fondé sur

l'exploitation des matières premières et des êtres humains. Notre chance, ce sont les nombreuses petites initiatives qui ont d'énormes connaissances sur les solutions alternatives.

### Quelle est la contribution des petit-e-s paysan-ne-s des pays du Sud à la transition équitable ?

Elle est considérable. Dans de nombreux pays, ils et elles produisent plus de 70 % des denrées alimentaires en utilisant seulement 30 % des terres agricoles, et ce sur des sols pauvres et sans pesticides. Quelle incroyable efficacité ! Mais on leur prend leurs terres ou on les pousse à produire pour l'exportation plutôt que pour les besoins de la population.

### Qu'est-ce que cela signifie pour la coopération au développement ?

Nous devons abandonner l'idée que notre manière de voir le monde est la seule possible. C'est une vision encore très coloniale, même dans le domaine scientifique. Nous devons donner la priorité aux principes de l'agroécologie et cesser de nous focaliser sur l'agriculture d'exportation à des seules fins monétaires. L'agroécologie allie savoir-faire traditionnel local et expertise scientifique ; c'est aussi un mouvement social pour la souveraineté alimentaire.

### Comment pouvons-nous y contribuer dans les pays du Nord ?

Il est important de consommer moins et de manière plus durable, mais cela ne suffit pas. Le commerce équitable ne représente aujourd'hui qu'une part infime, alors qu'il ne devrait pas y avoir de commerce inéquitable. Il ne s'agit toutefois pas tant de consommer que d'être politiquement actifs et de s'organiser, pour une économie solidaire.

## STOP BLACK FRIDAY

Notre campagne contre les inégalités extrêmes et la surconsommation a rencontré un succès complet. Plus de 29 000 personnes ont signé la pétition et plus de 200 articles de presse ont attiré l'attention sur le sujet.

Texte : Fabienne Widmer, responsable de la campagne, photo : Spinax Civil Voices

Les usines des pays à bas salaires produisent toujours plus d'articles qui finissent à la poubelle par des voies détournées parce qu'ils n'ont pas pu être vendus. Les surenchères de remises comme le Black Friday sont un point culminant de cette surconsommation catastrophique pour le climat et les travailleur·euse·s dans les pays de production. Comme la marchandise ne doit rien coûter, les couturières cambodgiennes, par exemple, ressentent directement la pression sur les prix. Solidar Suisse lutte avec elles depuis des années pour des salaires équitables. Afin de mettre un terme à ces journées d'aubaines, Solidar Suisse a adressé une pétition à l'Association suisse du commerce de détail et lancé un débat auprès des consommateur·trice·s.

### Nombreuses réactions positives

Notre vidéo de campagne et nos posts en ligne ont atteint plus de 3,5 millions de personnes en Suisse romande et en Suisse alémanique. Notre newsletter a suscité de nombreuses réactions positives et nos actions de rue à Zurich et Lausanne ont eu un large écho. Après la collecte des signatures, nous avons voulu connaître l'opinion de nos sympathisant·e·s sur la suite à donner à la campagne. Ils et elles pouvaient choisir de poursuivre la campagne pour l'abolition du Black Friday, de mettre davantage l'accent sur certaines multinationales suisses qui prêchent la durabilité tout en participant à la course aux soldes, ou d'organiser une collecte de fonds pour soutenir les travailleur·euse·s des pays du Sud. Les deux premières propositions ont recueilli le plus grand nombre de suffrages parmi les 2500 participant·e·s, qui ont également partagé de nombreuses idées pour l'avenir de la campagne, par exemple une campagne positive. Ces réactions seront notamment prises en compte dans la planification des futures campagnes.

### Large soutien

Nous avons bénéficié du soutien non seulement de la population, mais aussi du réseau du parti socialiste. Carlo Sommaruga et Tamara Funiciello ont défendu la cause aux côtés de Cédric Wermuth et Mattea Meyer, de même que le PS genevois. Un



À Lausanne et Zürich, nous avons distribué aux passant·e·s des flyers pour appeler à mettre un terme au Black Friday.

second président de parti s'est battu à nos côtés en la personne de Balthasar Glättli, des Vert·e·s. Outre l'intervention de l'animateur d'émissions satiriques de télévision Dominik Deville, d'autres personnalités ont partagé nos articles, comme le vétérinaire Nino Schurter, le présentateur Nik Hartmann ou le musicien Henrik Belden. Nous avons également reçu un soutien précieux de la part de la Grève du climat Suisse.

### En attente du dialogue

Nos tentatives d'inciter les entreprises à changer leur façon de penser se sont avérées moins fructueuses. Christa Markwalder, conseillère nationale PLR et présidente de l'Association suisse des commerces de détail, a certes donné des informations aux médias, mais n'a pas répondu à nos invitations au dialogue. Les quelque 29 000 signatures ont dû lui être envoyées par la poste. Mais qu'à cela ne tienne ! Nous allons poursuivre nos campagnes contre les inégalités extrêmes. L'enjeu est trop important.

# L'« APARTHEID » DE LA DISTRIBUTION DU VACCIN ET LA LEÇON OMICRON

Au lieu de se barricader, la Suisse doit renoncer aux brevets sur les vaccins et inciter ses entreprises pharmaceutiques à partager la technologie.

Texte : Isolda Agazzi, Alliance Sud, photo : Patrick Gilliéron Lopreno



Après avoir fermé ses frontières aux voyageur-euse-s en provenance d'Afrique australe, la Suisse ne pouvait pas ne pas tenir le sommet de l'OMC prévu fin novembre sans certains ministres, et en particulier sans celui d'Afrique du Sud. En effet, ironie du sort (ou pas), cet État n'a pas été que celui où le variant le plus préoccupant après Delta, en Inde, a été découvert : en octobre 2020 déjà, les deux pays avaient proposé à l'OMC d'annuler les brevets sur les vaccins, les tests et les médicaments contre le virus, autrement dit d'offrir une dérogation temporaire pour augmenter la production des moyens de lutte. Deux ans après le début de la pandémie, seuls 5 % de la population des pays pauvres ont reçu deux doses du vaccin.

## La Suisse bloque la levée des brevets

Les mécanismes mis en place pour l'Organisation mondiale de la santé, à commencer par Covax, ne suffisent pas à vacciner l'ensemble de la population mondiale. La proposition indienne et sud-africaine a été soutenue par 105 membres de l'OMC et les États-Unis sont au moins favorables à la suppression de la protection de la propriété intellectuelle pour les vaccins. La Suisse mène le peloton des nations hostiles, avec l'Union européenne (notamment

*Action visant à la renonciation temporaire aux droits de propriété intellectuelle devant l'IFPMA à Genève, le 30 novembre 2021.*

l'Allemagne d'Angela Merkel) et la Grande-Bretagne. Si ces pays sont en minorité, les décisions de l'OMC se prennent à l'unanimité. Les responsables du blocage proposent de faciliter la délivrance de licences obligatoires, qui permettent à un pays de fabriquer ou d'importer des génériques lorsqu'il n'en produit pas lui-même. Celles-ci sont toutefois très difficiles à mettre en œuvre, notamment en raison de l'opposition des pays industrialisés comme la Suisse. Comme autre solution, ils proposent de faciliter l'octroi volontaire de licences par les entreprises, sur le modèle d'Astra Zeneca avec le Serum Institute of India, le principal fournisseur de Covax. Mais ce n'est pas plus fiable : lorsqu'elle a été submergée par le variant Delta, l'Inde a gardé les vaccins pour elle et a cessé de les exporter. C'est pourquoi une suspension temporaire de la propriété intellectuelle est indispensable. Celle-ci peut et doit faire l'objet d'une décision du Conseil général de l'OMC sans attendre la prochaine conférence ministérielle.

## Bénéfices exorbitants de l'industrie pharmaceutique

Cependant, la divulgation des secrets de fabrication ne suffit pas si les entreprises pharmaceutiques ne sont pas prêtes à abandonner leurs monopoles et à partager leur technologie et leur savoir-faire. En tant que siège de nombreuses de ces entreprises et de leur fédération IFPMA, la Suisse doit demander à ces dernières d'exercer leur devoir de diligence en matière de droits humains au lieu de continuer à défendre leurs intérêts. Moderna, Pfizer et BioNTech encaissent ensemble 65 000 dollars par minute avec leurs vaccins à ARNm, développés à grand renfort de fonds publics. Comme le montre Omicron, personne n'est à l'abri de ce virus tant que le monde entier ne l'est pas. Fermer les frontières ne servira à rien.



Photo : Solidar Suisse

## **HUILE DE PALME : PROTESTATION EN FAVEUR DES TRAVAILLEUR-EUSE-S**

Le 25 novembre 2021, la coalition indépendante des travailleur-euse-s migrant-e-s KBMB a remis à l'ambassade de Malaisie à Jakarta une pétition demandant la fin des rafles de travailleur-euse-s migrant-e-s sans papiers et de leurs mauvais traitements dans les centres de renvoi surpeuplés. Selon un rapport de Solidar, en l'espace de quatre mois seulement, au moins douze migrant-e-s détenu-e-s dans un centre de renvoi de Sabah sont décédé-e-s, notamment parce qu'ils et elles n'avaient pas reçu de soins médicaux. « Les autorités ne font aucun effort pour garantir les droits humains des travailleur-euse-s migrant-e-s, alors que la Malaisie dépend d'eux et d'elles pour sa très rentable industrie de l'huile de palme », a déclaré une représentante de la KBMB.

## **CAMBODGE : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le 10 décembre dernier, Journée des droits humains, 65 membres du syndicat cambodgien de la construction BWTUC se sont rassemblés devant le ministère du Travail et de la Formation professionnelle à Phnom Penh. Arborant des casques de protection et des pancartes de protestation, ils ont remis leur pétition visant à améliorer les droits et la protection sociale des travailleur-euse-s du secteur de la construction. Solidar Suisse lutte depuis des années avec le syndicat BWTUC pour de meilleures conditions de travail au Cambodge. Bien que l'État soit opposé aux syndicats indépendants, BWTUC informe les travailleur-euse-s de leurs droits, leur apporte un soutien juridique et les conseille dans leurs efforts pour obtenir une vie meilleure.



Photo : Solidar Suisse



Photo : Chollitas escaladoras

## **BOLIVIE : UN SOMMET POUR UNE VIE SANS VIOLENCE**

Suibel Gonzalez, des Chollitas escaladoras (les Chollitas grimpeuses), a récemment atteint le sommet de l'Illimani, à plus de 6000 mètres d'altitude. Les Chollitas escaladoras visent à faire tomber les règles patriarcales en réalisant des objectifs extraordinaires. Elles attirent ainsi l'attention du public sur des questions telles que le pouvoir des femmes, l'arrêt de toutes les formes de violence et le changement climatique. « Car les Chollitas ont vu de leurs propres yeux le recul des glaciers », explique Suibel Gonzalez. En Bolivie, Solidar Suisse soutient les objectifs des Chollitas, notamment le projet « Vida sin Violencia », qui œuvre à permettre aux femmes de mener une vie sans violence.



## **UNE CARRIÈRE SOUS LE SIGNE DE L'ALTRUISME**

Zishan Ahmad a récemment pris la tête de notre équipe au Pakistan. Issu de la migration, l'homme conjugue altruisme et ambition en faveur des plus démunis de son pays.

*Texte : Lionel Frei, communication, Photo: Solidar Suisse*

Zishan Ahmad est direct et chaleureux. Avec son complet costard-cravate, il semblerait tout droit sorti d'une « business school » américaine. Si son parcours impressionne, ce n'est pourtant pas l'appât du gain qui anime le nouveau responsable du programme de Solidar Suisse au Pakistan. « Mes activités professionnelles sont motivées par la compassion et l'altruisme plutôt que par une réussite professionnelle en elle-même » explique-t-il. Une alliance entre volontarisme et altruisme qui vient des valeurs promues par sa famille, dont il aime retracer le parcours hors normes. »

### **Une famille ambitieuse et altruiste**

Zishan vient d'une famille qui s'est battue pour s'en sortir : « Je suis fier de mes parents, nous raconte-t-il dès le début de notre échange. Ils ont réussi à briser le cercle vicieux de la pauvreté dans laquelle vivait leurs ancêtres. Leur parcours de vie m'a beaucoup inspiré. » Détours par l'Histoire : en 1947, le sous-continent indien est divisé – dans des conditions sanglantes – entre le Pakistan et l'Inde. Le père de Zishan, de confession musulmane, fuit au Pakistan : « Alors enfant, il a migré avec ma grand-

mère veuve et un oncle plus jeune que lui. Arrivé au Pakistan, il a été confronté aux pires formes du travail des enfants : ramassage des ordures et du

---

**« Mes parents ont réussi à briser le cercle vicieux de la pauvreté. Leur parcours de vie m'a beaucoup inspiré. »**

---

charbon. » Un employeur, forgeron, frappe une fois le père de Zishan avec une lame de fer brûlante qui lui laisse une cicatrice à vie. « Mais grâce à sa force de caractère, mon père a réussi à devenir enseignant à l'école primaire, puis a monté sa propre entreprise. Ma mère aussi a joué un rôle important : c'était une femme éduquée dans les années 1960, ce qui n'était pas courant. Elle a créé une école à la maison pour les enfants marginalisés, en particulier des filles qui avaient abandonné l'école en raison de la stigmati-

Zishan Ahmad s'engage dans les mouvements sociaux au Pakistan.

sation sociale, de contraintes économiques ou des barrières culturelles.» La famille se tient les coudes. « On était une équipe et j'étais le bras droit de mon père. » Grâce à cette solidarité collective, les parents de Zishan réussissent à fournir une éducation universitaire à leurs six enfants. Il obtient un Master en économie publique et du développement à Islamabad.

### Engagement pour les droits du travail

Son premier engagement professionnel se fait à l'UNICEF en faveur de la scolarisation des enfants. Il enchaîne dans plusieurs ONG et organisations internationales de premier plan : Oxfam, le PNUD, USAID. En 2015, une expérience réoriente sa carrière.

Témoin direct d'un grave accident de travail causé par un échafaudage défectueux, il décide d'écrire personnellement au Chief Minister (responsable gouvernemental d'une province) pour lui demander de mieux faire respecter les normes de sécurité au travail. « Je n'ai reçu aucune réponse, précise-t-il en riant, mais cette action m'a sensibilisé au droit du travail et à l'importance des inspections. » Une année plus tard, il rejoint l'Organisation internationale du travail (OIT). Il y travaille pendant cinq ans en tant que coordinateur national : il noue des partenariats et négocie avec les autorités afin d'améliorer les conditions de travail.

Zishan a récemment souhaité se rapprocher des mouvements sociaux de la base. C'est chose faite depuis quelques mois avec la reprise de notre bureau local. « Je souhaite renforcer les syndicats et structures locales que Solidar Suisse soutient. » Il avoue que cette vocation pour la justice sociale apporte parfois ses moments de doute. « Mais ma foi profonde dans la lutte en faveur des plus pauvres me permet d'accumuler force et ambition pour agir. » L'ambition et l'altruisme, toujours.

**Carlo Sommaruga**  
Président de Solidar



### Transformer les banques et l'industrie extractive

Notre mode de production, notre mode de consommation, comme notre mobilité et le système financier continuent de dépendre des énergies fossiles. En raison de l'urgence climatique, les prochaines décennies seront fortement marquées par l'abandon de notre mode de vie tributaire de ces dernières. Cela provoquera une profonde transformation de la société, avec des conséquences économiques et sociales sur les emplois, les habitudes de consommation et les moyens de subsistance. En Suisse, des secteurs tels que l'agriculture, le logement, les transports, le tourisme et, bien sûr, l'énergie, seront touchés. Des emplois seront perdus ou fondamentalement modifiés. Mais de nouveaux, compatibles avec le climat, seront créés. Afin d'atténuer autant que possible les effets négatifs de cette transition, les syndicats internationaux et les organisations de développement comme Solidar Suisse défendent une « transition juste ». Pour que la transformation de la société vers la compatibilité climatique soit socialement acceptable, il faut qu'elle soit juste. Ceci nécessite, en plus d'une solide sécurité sociale publique, des programmes de reconversion et des initiatives en faveur de l'emploi.

La Suisse compte deux secteurs particulièrement puissants qui doivent contribuer à un changement équitable. D'une part, sa place financière. Les banques doivent mettre fin aux énormes financements dans les énergies fossiles et investir massivement dans la transition énergétique. D'autre part, les géants suisses du secteur minier. Ces entreprises doivent cesser d'exploiter les énergies fossiles. Ces deux domaines n'auront un avenir que s'ils se tournent vers des secteurs respectueux du climat et misent sur la force du vent, du soleil et de l'eau.



### Renforcer l'accès à l'éducation

Au Pakistan, le taux d'alphabétisation reste faible (60 %) et le travail des enfants très répandu. Solidar Suisse s'engage en leur faveur dans les quartiers pauvres de la capitale Islamabad. Par ailleurs, nous mettons actuellement en place une aide pour les personnes qui ont fui le régime des talibans au Pakistan.



## S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

### Participez à notre sondage

Pour enrayer le changement climatique, il faut un changement équitable vers une économie durable. Mais la durabilité, la protection de l'environnement et la croissance économique vont-elles de pair ? Faites-nous part de votre opinion dans le sondage de Solidar !



**VERS LE SONDAGE**  
[www.solidar.ch/question](http://www.solidar.ch/question)

### Consommer durable

Voici quelques conseils pour consommer plus durable : n'achetez que ce dont vous avez vraiment besoin, de préférence des produits de seconde main ou alors à longue durée de vie ; mangez des aliments régionaux, de saison, biologiques, non transformés et non emballés ; respectez les labels reconnus ou montrez votre intérêt en posant des questions sur le mode de production ; organisez des trocs entre amis ou dans le quartier, ou soutenez ceux des ONG.



**PARTICIPER**  
[www.solidar.ch/astuces](http://www.solidar.ch/astuces)

### Donnez une heure de votre salaire

Solidar Suisse se bat en Asie du Sud-Est contre l'exploitation et les inégalités sociales extrêmes au détriment des travailleuse-s. Votre soutien nous permet de dénoncer ces situations insoutenables tout en œuvrant pour la protection, les droits et la dignité de ces femmes et de ces hommes. Faisons front ensemble maintenant contre les inégalités extrêmes !



**DONS**  
[www.solidar.ch/donneuneheuresalaire](http://www.solidar.ch/donneuneheuresalaire)

**ENSEMBLE**

## IMPRESSUM

**Éditeur** Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, email : [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), [www.solidar.ch](http://www.solidar.ch)  
 CP 10-14739-9 Lausanne  
 Membre du réseau européen Solidar  
**Rédaction** Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger

**Layout** artischock.net  
**Traduction** Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer  
**Correction** Jeannine Horni, Aurélie Odiet  
**Impression et expédition**  
 Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse  
 Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.  
 Le prix de l'abonnement est compris dans la

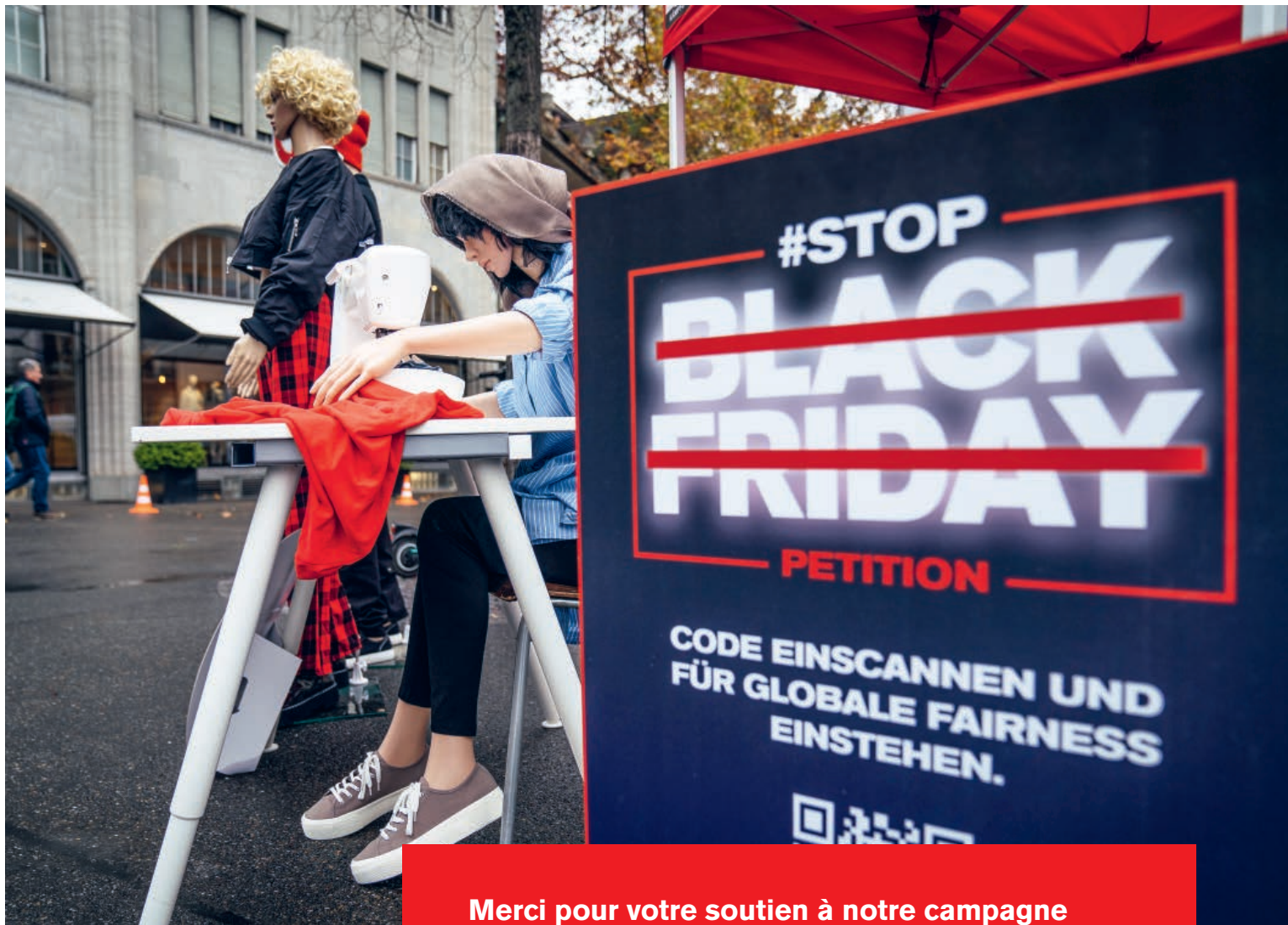
cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).  
 Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

**Dernière page** Action de rue contre le Black Friday près de la Paradeplatz à Zurich.  
 Photo : Spinas Civil Voices

Votre don en  
 bonnes mains.



# STOP BLACK FRIDAY



**Merci pour votre soutien à notre campagne  
contre la surconsommation du Black Friday !**

Nous avons envoyé la pétition STOP BLACK FRIDAY, comptant près de 30 000 signatures, à l'Association des commerces de détail. Et nous allons poursuivre notre lutte pour mettre un terme à cette journée noire pour la justice sociale et l'environnement.

Nous nous réjouissons de vous compter à nos côtés pour cette nouvelle année 2022. Votre engagement en faveur d'un monde équitable, votre intérêt pour la justice sociale, votre soutien à nos actions sur le terrain – en un mot votre solidarité – sont précieux !

**[www.solidar.ch/blackfriday](http://www.solidar.ch/blackfriday)**

**Un immense MERCI  
pour votre engagement !**